Avis de tempête sur les fonctionnaires

Je tiens à réagir au débat du jeudi 13 octobre opposant les candidats à la primaire de droite. Ces candidats semblent avoir trouvé les responsables d'une bonne partie des maux du pays: les fonctionnaires, présentés comme des nantis.

Ainsi donc, un grand coup de rabot sur les effectifs de la fonction publique est préconisé. Non-remplacement des départs en retraite, remise en cause du statut, augmentation du nombre de contractuels et donc de précaires... Autant de mesures pour détricoter le patrimoine de tous les Français: le service public.

J.-R. G.

JEAN-ROGER GUIBAN, président Unsa Territoriaux du Finistère

Ce service public qui rythme le quotidien de tout un chacun: quand nos ordures sont collectées devant chez nous tôt le matin; quand nous déposons nos enfants à l'école; quand ils déjeunent à la cantine municipale et vont à la garderie; quand nous empruntons une route communale ou départementale; quand nous profitons d'un jardin public; quand nous nous rendons à l'hôpital; quand nous retirons un document à la mairie; quand notre rue est éclairée; quand les policiers assurent notre sécurité; quand nos parents âgés nécessitent un accompagnement social... Cette liste n'est pas exhaustive.

Et quand le pays est rudement touché par la crise, ou, plus récemment, par les drames des attentats, sur qui pouvons-nous à nouveau compter pour panser nos plaies et trouver du réconfort? Autant d'actes devenus tellement naturels que nous en oublions qu'ils ne sont possibles que parce que des femmes et des hommes fonctionnaires œuvrent tous les jours pour faciliter notre quotidien et participer ainsi à notre mieux-être.

Pouvons-nous être rassurés par les propos de Monsieur Juppé déclarant dans vos colonnes (*) quelques jours après le débat: «Le statut de la fonction publique a ses raisons d'être»? Son discours semble s'adapter en fonction du lectorat, selon que le politique s'adresse à l'usager profane ou au professionnel initié.

Dans ce contexte pré-électoral, la conclusion du discours prononcé le 20 octobre devant la commission temporaire «évolution de la fonction publique» du Conseil économique social et environnemental (Cese) par Anicet Le Pors, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives de 1981 à 1984 et père de notre statut, fait résonance: «Dans la fonction publique, même s'il subit des attaques sans précédent, le statut général des fonctionnaires demeure un socle progressiste pour des millions d'agents et autant de garanties pour les citoyens. Le caractère unifié doit en être renforcé. Offensives frontales ou dénaturations sournoises, les attaques contre le statut des fonctionnaires n'ont jamais cessé, ce qui lui a permis de faire la preuve de sa solidité et de son adaptabilité. Plutôt que de vouloir sans cesse le remettre en cause, il conviendrait de faire l'inventaire des modifications statutaires intervenues depuis sa création en 1983, en distinguant les bonnes des mauvaises réformes tout en mettant en perspective les chantiers structurels retenus.»

La vraie question que tous les candidats à la présidence de la République doivent se poser est la suivante: quel niveau de service public souhaitent-ils maintenir dans les prochaines années, sans que personne ne sache vraiment aujourd'hui de quoi l'avenir sera fait? Quant aux usagers, leur vraie interrogation touche à leur portefeuille: si tous les services dont ils bénéficient aujourd'hui grâce à la fonction publique étaient transférés au secteur privé, quel en serait l'impact sur leur budget ménage? ●

(*) Lire l'entretien sur www.lagazette.fr/467636